

Négociations du Tafta, ce texte qui inquiète l'Europe

Article rédigé par *contact*, le 28 avril 2016

[Source: Valeurs Actuelles]

Libre-échange. Les négociations reprennent cette semaine à New-York, autour du Tafta (ou TTIP), le traité commercial entre les Etats-Unis et l'Union Européenne. Un accord qui suscite de nombreuses craintes en Europe.

Ce texte est *"dangereux, on ne sait pas ce qu'il y a dedans"*. Sur Europe 1 ce lundi, l'économiste Thomas Porcher résume une partie des craintes européennes alors que reprennent les négociations autour du Tafta. Ce traité de libre-échange transatlantique est un vieux serpent de mer qui revient régulièrement depuis quelques années dans le débat public. Treizième round de négociation, déjà, depuis 2013. L'objectif paraît simple : le TTIP (acronyme anglais pour Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement) est censé créer un vaste espace de libre-échange entre les deux ensembles économiques, en harmonisant les normes et en abaissant les barrières douanières. Cette zone toucherait 820 millions de consommateurs, pour 50% du PIB mondial. Sauf que le texte suscite de vives craintes en Europe.

Le secteur agricole est particulièrement inquiet. Les normes sanitaires européennes sont par exemple assez strictes. Les détracteurs du traité ne veulent pas d'un produit génétiquement modifié sur le marché français, et souhaitent pouvoir conserver la traçabilité des aliments. La Commission européenne refuse ce reproche, taxant d'alarmisme les mécontents par la voix du commissaire européen Pierre Moscovici : *"Il est hors de question d'accepter un traité dans lequel les normes sanitaires soient atteintes, dans lequel les marchés publics soient déséquilibrés, dans lequel l'emploi soit menacé ou dans lequel l'agriculture soit mise en danger"*. L'adoption du traité pourrait également signifier la fin des AOC, gage de qualité des produits que les Etats-Unis considèrent comme une concurrence déloyale et dont ils veulent se débarrasser.

La présence à la table des négociations des représentants des multinationales fait également débat. *"Quand on a les mêmes normes, on facilite les échanges, ça limite la bureaucratie. Mais comme ce sont des négociations où il y a des représentants des multinationales, il y a des chances qu'il y ait un nivellement vers le bas de certaines réglementations"* explique l'économiste sur Europe 1. D'autant plus que les parlementaires, eux, sont absents des négociations. Dans une tribune du Monde, ils dénonçaient début avril l'extrême opacité des discussions et la difficulté à connaître le contenu du texte. L'issue de ce treizième round s'annonce donc incertain. Le ministre français du Commerce extérieur, Matthias Fekl, a réaffirmé que *"si tout ça ne bouge pas, il n'y aucune raison de continuer à négocier en faisant semblant"*, ajoutant qu'il *"n'y a pas, en tout cas au niveau de la France, de volonté d'aboutir à tout prix"*.